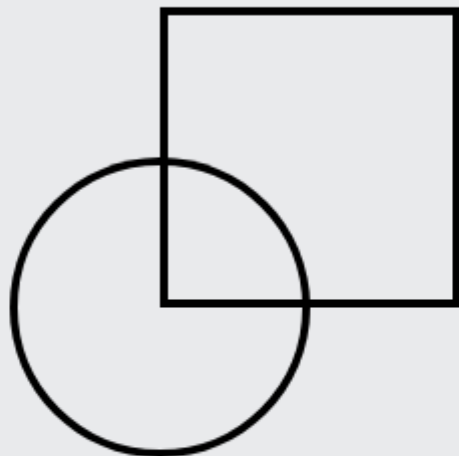


FICHE PAYS N°6 – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

Institut

Allemagne

République fédérale d'Allemagne





Données clés

Nom officiel : République fédérale d'Allemagne.

Capitale : Berlin.

Population : environ 83,5 millions d'habitants en 2026 selon le FMI, ce qui fait de l'Allemagne l'État le plus peuplé de l'Union européenne¹.

Superficie : environ 357 000 km².

Langue officielle : allemand.

Monnaie : euro.

Régime politique : république fédérale parlementaire. L'Allemagne est organisée en seize Länder disposant d'une forte autonomie institutionnelle, administrative et politique.

L'Union européenne rappelle que l'Allemagne est une république parlementaire fédérale, avec un chancelier chef du gouvernement et un président fédéral dont les fonctions sont principalement représentatives².

Chef de l'État : Frank-Walter Steinmeier,

président fédéral.

Chef du gouvernement : Friedrich Merz, chancelier fédéral depuis le 6 mai 2025.

Coalition gouvernementale : CDU/CSU – SPD, coalition de centre droit et centre gauche conduite par Friedrich Merz, après les élections fédérales de février 2025.

Résultats électoraux structurants : aux élections fédérales de 2025, la CDU obtient 164 sièges, la CSU 44, soit 208 sièges pour l'Union ; l'AfD obtient 152 sièges ; le SPD 120 ; les Verts 85 ; Die Linke 64 ; le SSW 1. La taille du Bundestag est désormais fixée à 630 sièges³.

PIB courant : environ 5,45 milliers de milliards de dollars en 2026 selon les données du FMI, ce qui maintient l'Allemagne parmi les premières économies mondiales et comme première économie de l'Union européenne⁴.

Croissance projetée : 0,8 % en 2026 selon le FMI, tandis que la Commission européenne prévoit 0,6 % en 2026 et 0,9 % en 2027, après deux années de récession et une croissance très faible en 2025⁵.

Inflation projetée : 2,7 % en 2026 selon le FMI⁷.

Statut européen : membre fondateur de la Communauté européenne, puis de l'Union européenne ; première économie de l'UE ; pilier central de la zone euro ; puissance industrielle, exportatrice et normative.

Statut atlantique : membre de l'OTAN depuis 1955, puissance centrale du flanc européen, engagée depuis 2022 dans une transformation de sa posture de défense.

Dépenses militaires : l'Allemagne a atteint 114 milliards de dollars de dépenses militaires en 2025 selon le SIPRI, avec une hausse de 24 % sur un an ; sa charge militaire a dépassé 2 % du PIB pour la première fois depuis 1990, atteignant 2,3 % du PIB⁸.

¹ International Monetary Fund. (n.d.). *Germany*. Retrieved August 11, 2026, from <https://www.imf.org/en/countries/deu>

² European Union. (n.d.). *Germany*. Retrieved August 11, 2026, from https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/eu-countries/germany_en

³ Federal Returning Officer. (n.d.). *Results Germany: Bundestag election 2025*. <https://www.bundeswahlleiterin.de/en/bundestagswahlen/2025/ergebnisse/bund-99.html>

⁴ International Monetary Fund. (n.d.). *IMF DataMapper: Germany*. Retrieved August 11, 2026, from <https://www.imf.org/external/datamapper/profile/DEU>

⁵ International Monetary Fund. (n.d.). *Germany*. Retrieved August 11, 2026, from <https://www.imf.org/en/countries/deu>

⁶ European Commission. (2026, May 21). *Economic forecast for Germany*. https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-surveillance-eu-member-states/country-pages-including-country-reports/germany/economic-forecast-germany_en

⁷ International Monetary Fund. (n.d.). *Germany*. Retrieved August 11, 2026, from <https://www.imf.org/en/countries/deu>

⁸ Stockholm International Peace Research Institute. (2026, April 27). *Global military spending rise continues as European and Asian expenditures surge*. <https://www.sipri.org/media/press-release/2026/global-military-spending-rise-continues-european-and-asian-expenditures-surge>

Secteurs économiques clés : automobile, machines-outils, chimie, pharmacie, ingénierie, biens d'équipement, industrie électrique, technologies industrielles, énergie, finance, logistique, Mittelstand exportateur.

Vulnérabilités principales : stagnation économique, vieillissement démographique, dépendance aux exportations, pression chinoise sur l'industrie automobile, coût de l'énergie, lenteur administrative, retard numérique, tension sur les infrastructures, montée de l'AfD, difficulté à convertir la Zeitenwende en capacités militaires effectives.

1. Synthèse exécutive

L'Allemagne est une puissance centrale affaiblie par sa propre transition. Elle reste le cœur économique de l'Union européenne, le principal État industriel du continent, le pivot de la zone euro, l'un des premiers exportateurs mondiaux et un acteur diplomatique indispensable. Mais elle traverse une période de réajustement profond : son modèle d'après-guerre, fondé sur l'énergie relativement bon marché, les exportations industrielles, la modération salariale, la stabilité politique, l'intégration européenne, la sécurité américaine et l'accès aux marchés mondiaux, est désormais sous tension.

La question allemande contemporaine n'est pas celle d'un effondrement. L'Allemagne conserve des institutions solides, une base industrielle considérable, une main-d'œuvre qualifiée, des finances publiques encore crédibles, une puissance normative européenne et une capacité d'investissement forte. La question est plutôt celle d'un déclassement relatif : l'Allemagne reste puissante, mais sa capacité à dicter le rythme économique, politique et stratégique de l'Europe s'est réduite.

Le premier choc est économique. Après deux années de récession et une croissance limitée à 0,2 % en 2025, la Commission européenne prévoit une reprise faible de 0,6 % en 2026 et 0,9 % en 2027⁹. Le FMI projette pour sa part une croissance de 0,8 % en 2026¹⁰. Ces chiffres ne décrivent pas une crise aiguë, mais une panne de régime de croissance. L'économie allemande, longtemps considérée comme moteur mécanique de l'Europe, apparaît désormais comme l'un des points faibles de la dynamique européenne.

Le deuxième choc est industriel. L'automobile, secteur emblématique du modèle allemand, est attaquée simultanément par la transition électrique, la concurrence chinoise, les coûts de production, la faiblesse de la demande européenne, les tensions commerciales et les incertitudes réglementaires. Reuters rapportait en juin 2026 que le gouvernement allemand voulait éviter des fermetures d'usines Volkswagen, alors que le groupe faisait face à la concurrence chinoise, aux tarifs américains et à une demande européenne affaiblie ; des scénarios de fermeture de plusieurs usines et de suppressions d'emplois massives étaient évoqués¹¹. Ce cas dépasse Volkswagen : il touche au cœur du pacte industriel allemand entre exportations, territoires, syndicats, Länder et groupes mondiaux.

Le troisième choc est géopolitique. La guerre russe contre l'Ukraine a détruit l'un des piliers tacites du modèle allemand : l'idée qu'une interdépendance économique forte avec la Russie pouvait garantir la stabilité européenne et fournir une énergie abondante. La fin du gaz russe bon marché a augmenté les coûts, affaibli certaines industries intensives en énergie et forcé Berlin à repenser sa sécurité. La Zeitenwende annoncée par Olaf Scholz en 2022 se poursuit sous Friedrich Merz, mais elle reste incomplète. L'Allemagne dépense davantage, mais doit encore transformer des budgets en capacités, des annonces en production industrielle, des

⁹ European Commission. (2026, May 21). *Economic forecast for Germany*. https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-surveillance-eu-member-states/country-pages-including-country-reports/germany/economic-forecast-germany_en

¹⁰ International Monetary Fund. (n.d.). *Germany and the IMF*. Retrieved August 11, 2026, from <https://www.imf.org/en/countries/deu>

¹¹ <https://www.reuters.com/business/berlin-says-it-wants-prevent-vw-plant-closures-2026-06-29/>

doctrines prudentes en posture stratégique. Le SIPRI indique que l'Allemagne est devenue en 2025 le plus grand dépensier militaire européen au sein de l'OTAN, avec 114 milliards de dollars de dépenses et une charge militaire à 2,3 % du PIB¹².

Le quatrième choc est politique. Les élections fédérales de 2025 ont confirmé une fragmentation profonde. La CDU/CSU est arrivée en tête, mais avec un score insuffisant pour gouverner seule. L'AfD est devenue la deuxième force parlementaire, avec 152 sièges, tandis que le SPD a reculé à 120 sièges et que le FDP a disparu du Bundestag. La coalition Merz repose donc sur une coopération CDU/CSU-SPD, qui vise à gouverner le centre tout en isolant l'extrême droite¹³.

Mais cette coalition est fragile, contestée et confrontée à des arbitrages difficiles sur l'immigration, la fiscalité, les retraites, l'investissement, la défense, l'énergie et l'État social. Reuters relevait en mai 2026 que le gouvernement Merz était affaibli par des divergences internes sur les impôts, la santé et l'État social, dans un contexte de baisse de popularité et de progression de l'AfD¹⁴.

Le cinquième choc est démographique et social. L'Allemagne vieillit, manque de main-d'œuvre qualifiée, débat de l'âge de la retraite, dépend de l'immigration pour plusieurs secteurs et voit se creuser des tensions entre Allemagne de l'Ouest et de l'Est, grandes métropoles et territoires industriels, classes moyennes protégées et classes populaires inquiètes. Le projet de réforme des retraites porté par Merz en 2026, incluant notamment une logique de fonds capitalisé inspirée du modèle suédois et une discussion sur l'âge de départ, illustre la pression démographique sur le modèle social allemand¹⁵.

Lecture stratégique : l'Allemagne est en train de passer d'une puissance de stabilité à une puissance de réarmement, de réinvestissement et de correction. Mais cette transformation est lente, politiquement conflictuelle et socialement coûteuse. Le principal enjeu allemand pour 2026-2030 sera de savoir si Berlin peut convertir sa puissance financière et industrielle en modernisation effective : infrastructures, défense, numérique, énergie, innovation, main-d'œuvre, cohésion politique. L'Allemagne reste le centre de gravité de l'Europe. Mais un centre de gravité qui hésite devient aussi un facteur d'incertitude pour l'ensemble du continent.

2. Repères historiques stratégiques

L'Allemagne contemporaine est le produit d'une histoire de puissance, de catastrophe, de division et de reconstruction. Sa trajectoire ne peut être comprise sans articuler quatre séquences : l'unification du XIXe siècle, les deux guerres mondiales, la division de la guerre froide et la réunification européenne.

L'unification allemande de 1871 crée un État national tardif, mais immédiatement puissant. L'Empire allemand devient rapidement une puissance industrielle, scientifique et militaire majeure. Cette montée en puissance rapide modifie l'équilibre européen. Elle nourrit à la fois l'ambition allemande et la méfiance des voisins. La question allemande, au sens européen, naît de ce paradoxe : l'Allemagne est trop grande pour être un État ordinaire, mais trop centrale pour être tenue à l'écart.

¹² Stockholm International Peace Research Institute. (2026, April 27). *Global military spending rise continues as European and Asian expenditures surge*. <https://www.sipri.org/media/press-release/2026/global-military-spending-rise-continues-european-and-asian-expenditures-surge>

¹³ The Federal Returning Officer. (n.d.). *Results Germany: Bundestag election 2025*. <https://www.bundeswahlleiterin.de/en/bundestagswahlen/2025/ergebnisse/bund-99.html>

¹⁴ Wacket, M., & Mackenzie, J. (2026, May 5). *Germany's struggling coalition government strives to bridge differences*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/germanys-struggling-coalition-government-strives-bridge-differences-2026-05-05/>

¹⁵ Reuters. (2026, June 24). *Germany's Merz aims to pass pension reform by year end*. <https://www.reuters.com/world/germanys-merz-aims-pass-pension-reform-by-year-end-2026-06-24/>

La Première Guerre mondiale et le traité de Versailles ouvrent une crise politique, sociale et mémorielle profonde. La République de Weimar incarne une tentative démocratique fragile, prise entre humiliation nationale, polarisation idéologique, crise économique et violence politique. L'arrivée du nazisme au pouvoir en 1933 conduit à la destruction de la démocratie, à la guerre totale, à la Shoah et à l'effondrement moral et matériel de l'Allemagne. Cette séquence fonde encore la culture politique allemande contemporaine : méfiance envers le militarisme, attachement au constitutionnalisme, centralité de la mémoire, prudence stratégique, rejet officiel de l'extrême droite.

La défaite de 1945 divise l'Allemagne. La République fédérale d'Allemagne, créée en 1949 à l'Ouest, s'insère dans le camp occidental, l'OTAN, la démocratie parlementaire et l'économie sociale de marché. La République démocratique allemande, à l'Est, devient un État socialiste sous influence soviétique. Cette division transforme l'Allemagne en frontière centrale de la guerre froide. Elle produit deux expériences politiques, économiques et sociales très différentes, dont les traces persistent encore dans les comportements électoraux, les perceptions de l'État, les structures économiques et les identités régionales.

La République fédérale d'après-guerre construit sa puissance par la retenue. Son modèle repose sur l'économie sociale de marché, le fédéralisme, la cogestion, l'intégration européenne, l'alliance américaine et l'interdépendance commerciale. L'Allemagne de l'Ouest devient une puissance économique sans rechercher une puissance militaire autonome. Sa légitimité internationale repose sur son inscription dans des cadres multilatéraux : Communauté européenne, OTAN, puis Union européenne. Ce modèle de puissance encadrée devient la clé de sa réhabilitation.

La réunification de 1990 change l'échelle. L'Allemagne redevient un État de plus de 80 millions d'habitants au centre de l'Europe. Mais cette réunification est intégrée dans l'ordre européen. L'euro, l'élargissement de l'UE, l'OTAN et la relation franco-allemande encadrent le retour de puissance allemand. Berlin devient la capitale d'une Allemagne réunifiée, mais l'Allemagne continue de définir sa puissance par l'Europe.

Les années Merkel consolident un modèle de stabilité. Angela Merkel gouverne de 2005 à 2021 dans une culture de gestion des crises : crise financière, crise de l'euro, crise migratoire, Brexit, pandémie. L'Allemagne apparaît comme une puissance de compromis, de prudence et de discipline budgétaire. Mais cette stabilité masque plusieurs dépendances : dépendance énergétique au gaz russe, dépendance exportatrice à la Chine, sous-investissement dans les infrastructures, retard numérique, faiblesse militaire relative, vieillissement démographique.

La guerre en Ukraine en 2022 met fin à plusieurs illusions. Elle montre que l'interdépendance économique ne suffit pas à pacifier la Russie. Elle révèle la faiblesse des capacités militaires européennes. Elle force l'Allemagne à repenser sa relation à la défense, à l'énergie et à la souveraineté. La Zeitenwende est donc moins une politique sectorielle qu'un changement de paradigme. Mais ce changement ne s'effectue pas instantanément. Il se heurte à la culture stratégique allemande, à la bureaucratie, aux contraintes industrielles, aux divisions politiques et aux tensions budgétaires.

L'arrivée de Friedrich Merz à la chancellerie en 2025 ouvre une nouvelle phase. Merz veut incarner une Allemagne plus ferme, plus atlantique, plus pro-Ukraine, plus favorable à l'investissement dans la défense et plus attachée à la compétitivité. Mais il gouverne une coalition avec le SPD, dans un pays fragmenté, alors que l'économie stagne et que l'AfD progresse. L'Allemagne entre ainsi dans une période où sa puissance structurelle ne suffit plus : elle doit produire des choix, rapidement, dans un environnement plus dur.

3. Structure politique actuelle

L'Allemagne est une république parlementaire fédérale. Le chancelier est le chef réel du gouvernement. Le président fédéral incarne l'État, représente la continuité institutionnelle et dispose de fonctions principalement symboliques et constitutionnelles. Le Bundestag est le centre de la légitimité politique. Le Bundesrat permet aux Länder de participer à la législation fédérale. Le fédéralisme allemand n'est pas un simple découpage administratif : il structure l'éducation, la police, l'administration, les infrastructures, les politiques régionales et une partie de la capacité d'exécution de l'État.

Le système politique allemand a longtemps été considéré comme l'un des plus stables d'Europe. Il reposait sur de grands partis de gouvernement, une culture de coalition, un consensus constitutionnel robuste, une mémoire antitotalitaire forte et un centre politique dominant. Cette stabilité demeure institutionnellement réelle, mais elle est politiquement fragilisée. Les élections de 2025 ont confirmé une fragmentation du paysage. La CDU/CSU est arrivée en tête, mais sans hégémonie. L'AfD est devenue la deuxième force parlementaire. Le SPD a connu un recul historique. Les Verts ont perdu du terrain. Le FDP a disparu du Bundestag. Die Linke s'est maintenue avec un groupe significatif. Les résultats officiels montrent un Bundestag divisé entre Union, AfD, SPD, Verts, Die Linke et SSW¹⁶.

La coalition Merz, formée entre CDU/CSU et SPD, est donc une coalition de nécessité. Elle vise à gouverner le centre, éviter une instabilité prolongée et maintenir l'AfD hors du pouvoir fédéral. Cette logique rappelle certaines grandes coalitions de l'ère Merkel, mais dans un contexte beaucoup plus dur. La grande coalition n'est plus l'expression d'un consensus confortable ; elle est devenue un cordon sanitaire gouvernemental.

Friedrich Merz incarne une rupture de style par rapport à Merkel et Scholz. Plus conservateur, plus pro-business, plus atlantique, plus direct, il cherche à restaurer la compétitivité et l'autorité politique. Mais sa marge est limitée par la coalition avec le SPD, par la force de l'AfD, par la faiblesse de la croissance et par la sensibilité sociale des réformes. Reuters rapportait en mai 2026 que Merz maintenait sa coalition avec le SPD malgré des tensions sur la fiscalité, la santé et l'État social, tandis que ses taux d'approbation et ceux de son parti reculaient dans un contexte de morosité économique¹⁷.

La montée de l'AfD est le fait politique majeur. Le parti est devenu la deuxième force parlementaire en 2025, avec 152 sièges. Son implantation est particulièrement forte dans l'Est, où il est devenu la principale force dans plusieurs Länder. Reuters indiquait en mai 2026 que l'AfD pouvait devancer les conservateurs dans certains sondages nationaux et qu'elle espérait obtenir son premier ministre-président régional en Saxe-Anhalt lors d'élections régionales¹⁸. Cette dynamique change la nature de la politique allemande. Le risque n'est pas seulement électoral ; il est institutionnel, territorial et culturel.

Les thèmes qui nourrissent l'AfD sont connus : immigration, coût de la vie, rejet des élites, sentiment de déclassement régional, fatigue envers la transition énergétique, défiance envers Bruxelles, opposition au soutien à l'Ukraine dans certains segments électoraux, sentiment d'abandon dans l'Est, méfiance envers les médias et polarisation numérique. La difficulté pour les partis de gouvernement est de répondre à ces inquiétudes sans banaliser l'extrême droite ni reprendre intégralement ses cadres.

La politique allemande est donc entrée dans une phase de tension entre stabilité institutionnelle et instabilité partisane. Les institutions tiennent. Le fédéralisme fonctionne. La

¹⁶ The Federal Returning Officer. (n.d.). *Results Germany: Bundestag election 2025*. <https://www.bundeswahlleiterin.de/en/bundestagswahlen/2025/ergebnisse/bund-99.html>

¹⁷ Wacket, M., & Mackenzie, J. (2026, May 5). *Germany's struggling coalition government strives to bridge differences*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/germanys-struggling-coalition-government-strives-bridge-differences-2026-05-05/>

¹⁸ Neumayer-Remter, S., & Mackenzie, J. (2026, May 20). *As Merz struggles, Germany's far-right AfD goes local to woo voters*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/merz-struggles-germanys-far-right-afd-goes-local-woo-voters-2026-05-20/>

Cour constitutionnelle conserve un rôle central. Les coalitions demeurent possibles. Mais la formation de majorités devient plus difficile, la polarisation augmente, et la capacité de réforme se réduit au moment même où le pays doit transformer son modèle économique, militaire et énergétique.

Lecture politique : l'Allemagne n'est pas en crise de régime, mais elle est en crise de performance politique. Elle doit produire des réformes lourdes avec une coalition fragile, face à une opposition d'extrême droite forte et dans un contexte de stagnation économique.

4. Structure économique

L'économie allemande reste l'une des plus puissantes au monde, mais elle traverse une crise de modèle. Le pays conserve des atouts considérables : industrie, ingénierie, exportations, Mittelstand, formation professionnelle, recherche appliquée, stabilité financière, infrastructures logistiques, position centrale dans le marché européen. Mais plusieurs piliers historiques se sont affaiblis simultanément.

Le modèle allemand reposait sur une combinaison efficace : énergie relativement bon marché, industrie exportatrice, chaînes de valeur mondialisées, discipline budgétaire, qualité des produits, forte demande chinoise, sécurité américaine, modération salariale et intégration européenne. Or chacun de ces éléments est désormais sous pression. L'énergie est plus coûteuse. La Chine est devenue concurrente. Les États-Unis utilisent davantage la politique industrielle et les tarifs. L'Europe ralentit. La population vieillit. La défense exige des dépenses plus élevées. Les infrastructures ont besoin d'investissements massifs. Le numérique reste insuffisant.

La croissance est faible. La Commission européenne estime que l'économie allemande sort de deux années de récession et d'une croissance très faible de 0,2 % en 2025, avec une progression attendue de 0,6 % en 2026 et 0,9 % en 2027¹⁹.

Le FMI prévoit 0,8 % de croissance en 2026²⁰. Ces niveaux sont insuffisants pour soutenir une transformation industrielle massive sans tensions sociales.

Le secteur automobile illustre la crise. Volkswagen, BMW, Mercedes-Benz et les grands équipementiers font face à une concurrence chinoise intense, notamment dans les véhicules électriques. Les constructeurs allemands ont longtemps dominé le segment premium et le marché chinois. Mais les marques chinoises progressent rapidement, maîtrisent mieux certains coûts, accélèrent sur l'électrique et répondent davantage aux préférences locales. Reuters indiquait en février 2026 que les exportations automobiles allemandes vers la Chine avaient chuté d'environ un tiers en 2025, et de plus de moitié par rapport au pic de 2022²¹.

En juin 2026, les informations sur de possibles fermetures d'usines Volkswagen et suppressions massives d'emplois ont donné une dimension politique à cette crise industrielle²².

Cette crise automobile est plus qu'un problème d'entreprise. Elle touche au contrat social industriel allemand. L'automobile structure des régions, des syndicats, des sous-traitants, des

¹⁹ European Commission. (2026, May 21). *Economic forecast for Germany*. https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-surveillance-eu-member-states/country-pages-including-country-reports/germany/economic-forecast-germany_en

²⁰ International Monetary Fund. (n.d.). *Germany and the IMF*. Retrieved August 11, 2026, from <https://www.imf.org/en/countries/deu>

²¹ Reuters. (2026, February 24). *German car exports to China plunge by a third in 2025, says economic institute*. <https://www.reuters.com/world/china/german-car-exports-china-plunge-by-third-2025-says-economic-institute-2026-02-24/>

²² Reuters. (2026, June 29). *Germany says it wants to prevent Volkswagen plant closures*. <https://www.reuters.com/business/berlin-says-it-wants-prevent-vw-plant-closures-2026-06-29/>

centres de recherche, des exportations, des recettes fiscales et une partie de l'identité économique nationale. Si l'automobile allemande perd durablement sa position dans l'électrique et en Chine, c'est tout le modèle d'exportation qui doit être repensé.

L'industrie électro-intensive reste aussi exposée au coût de l'énergie. La sortie du nucléaire, la réduction du gaz russe, la transition vers les renouvelables, les besoins de réseau et la volatilité des prix pèsent sur la compétitivité. L'Allemagne a réussi à éviter l'effondrement énergétique après 2022, mais le nouvel équilibre est plus coûteux et plus complexe. La question n'est pas seulement de produire de l'électricité verte ; c'est de produire suffisamment, à prix compétitif, avec des réseaux capables d'alimenter l'industrie, les transports et le chauffage.

L'État allemand tente de répondre par un changement budgétaire. En 2025, le Parlement a approuvé une inflexion historique avec un fonds spécial massif pour les infrastructures et un assouplissement des règles d'endettement pour les dépenses de défense. Reuters rapportait que le FMI considérerait cette expansion budgétaire comme susceptible de compenser, à partir de 2026, les effets négatifs des tensions commerciales et de la faiblesse prolongée de la croissance²³.

Cette évolution marque une rupture culturelle : l'Allemagne, longtemps gardienne de l'orthodoxie budgétaire, reconnaît que le sous-investissement est devenu un risque stratégique.

Mais l'investissement ne suffit pas. Il faut dépenser vite et bien. Or l'Allemagne souffre de procédures longues, de fragmentation administrative, de lenteur des permis, de retards numériques et de complexité fédérale. Le gouvernement Merz a annoncé des mesures pour accélérer les infrastructures, numériser les procédures et réduire certains blocages administratifs²⁴. Mais la transformation administrative est souvent plus difficile que l'annonce budgétaire.

Lecture économique : l'Allemagne reste une puissance industrielle, mais elle doit passer d'un modèle d'exportation optimisé à un modèle de résilience, d'innovation et d'investissement. Son problème n'est pas le manque de richesse ; c'est le décalage entre la vitesse des chocs et la lenteur de l'adaptation.

5. Énergie, climat et infrastructures

L'énergie est devenue l'un des principaux révélateurs des tensions allemandes. L'Energiewende, longtemps pensée comme une transition climatique et industrielle, est désormais aussi une question de souveraineté, de compétitivité et de sécurité nationale. L'Allemagne doit simultanément sortir du nucléaire déjà achevé, réduire le charbon, remplacer le gaz russe, développer massivement les renouvelables, renforcer les réseaux, maintenir une industrie compétitive et éviter un rejet social de la transition.

Depuis avril 2023, l'Allemagne ne produit plus d'électricité nucléaire. La sortie du charbon reste prévue, dans la loi, d'ici 2038, même si des débats persistent sur les calendriers, les coûts et les besoins de sécurité d'approvisionnement. Le guide énergétique du Département américain

²³ Martinez, M. (2025, April 25). *Germany's fiscal shift will offset trade drag starting in 2026, IMF official says*. Reuters. <https://www.reuters.com/markets/europe/germanys-fiscal-shift-will-offset-trade-drag-starting-2026-imf-official-says-2025-04-25/>

²⁴ Reuters. (2025, December 11). *German coalition agrees to fast-track infrastructure, scrap unpopular heating law*. <https://www.reuters.com/sustainability/climate-energy/german-coalition-agrees-fast-track-infrastructure-scrap-unpopular-heating-law-2025-12-11/>

du Commerce rappelle que l'Allemagne a arrêté sa production nucléaire en avril 2023 et que la sortie du charbon et du lignite est programmée d'ici 2038²⁵.

L'objectif de 80 % d'électricité renouvelable dans la consommation électrique d'ici 2030 reste central. Clean Energy Wire rappelle que l'Allemagne vise désormais une part de 80 % de renouvelables dans la consommation d'électricité en 2030, dans le cadre de son objectif de neutralité climatique²⁶. Mais cet objectif suppose une accélération massive des réseaux, du stockage, de la flexibilité, de l'électrification des usages et de l'acceptabilité territoriale.

Le réseau électrique est l'un des goulets d'étranglement. Le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie souligne que l'expansion et la restructuration des réseaux sont indispensables pour accompagner l'essor des renouvelables²⁷. Le problème est bien connu : les capacités éoliennes sont importantes au nord, tandis qu'une partie de la demande industrielle se situe au sud et à l'ouest. Sans lignes électriques suffisantes, la transition se transforme en contrainte.

L'Allemagne doit aussi gérer la question des centrales pilotables. En janvier 2026, le gouvernement allemand et la Commission européenne sont parvenus à un accord sur des éléments clés d'un mécanisme de capacité, prévoyant une première série d'enchères en 2026 pour 10 GW de nouvelles capacités pouvant produire de l'électricité lorsque les renouvelables ne suffisent pas²⁸. Cette politique illustre la contradiction de la transition allemande : pour sortir des fossiles, il faut encore financer des capacités pilotables, souvent au gaz, censées assurer la stabilité du système.

Le coût social de la transition reste politiquement sensible. La loi sur le chauffage adoptée sous le gouvernement Scholz avait provoqué une forte réaction politique. La coalition Merz a annoncé vouloir la remplacer par un cadre plus flexible, tout en maintenant les objectifs climatiques²⁹. Cette séquence montre que la transition ne peut plus être seulement technocratique. Elle doit être socialement lisible, financièrement supportable et administrativement simple.

Les infrastructures sont l'autre grand chantier. Routes, ponts, rail, écoles, numérique, administration, défense, énergie : l'Allemagne a accumulé un déficit d'investissement. Ce sous-investissement est devenu visible dans la vie quotidienne et dans la compétitivité. Le fonds spécial d'infrastructures représente donc une tentative de rattrapage historique. Mais le risque est de ne pas transformer les milliards en projets réels assez vite.

Lecture énergétique : l'Allemagne est entrée dans une transition de second ordre. Elle ne doit plus seulement décarboner ; elle doit rendre sa décarbonation compatible avec la puissance industrielle, la sécurité d'approvisionnement, le prix de l'énergie et l'acceptabilité sociale.

6. Positionnement international

²⁵ International Trade Administration. (2025, August 1). *Germany – Energy*. <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/germany-energy>

²⁶ Clean Energy Wire. (2026, April 7). *Q&A: Germany's greenhouse gas emissions and energy transition targets*. <https://www.cleanenergywire.org/factsheets/germanys-greenhouse-gas-emissions-and-climate-targets>

²⁷ Federal Ministry for Economic Affairs and Energy. (n.d.). *Grid expansion*. <https://www.bundeswirtschaftsministerium.de/Redaktion/EN/Artikel/Energy/electricity-grids-of-the-future-02.html>

²⁸ Federal Ministry for Economic Affairs and Energy. (2026, January 27). *Agreement with European Commission on key aspects of the power plant strategy*. <https://energiewende.bundeswirtschaftsministerium.de/EWD/Redaktion/EN/Newsletter/2026/01/Meldung/topthema.html>

²⁹ Reuters. (2025, December 11). *German coalition agrees to fast-track infrastructure, scrap unpopular heating law*. <https://www.reuters.com/sustainability/climate-energy/german-coalition-agrees-fast-track-infrastructure-scrap-unpopular-heating-law-2025-12-11/>

L'Allemagne est une puissance d'ancrage. Elle ancre l'Union européenne économiquement, l'OTAN territorialement, l'Europe centrale politiquement et la zone euro financièrement. Mais elle doit désormais apprendre à exercer une puissance plus explicite.

Pendant des décennies, la diplomatie allemande a reposé sur trois piliers : intégration européenne, alliance américaine, commerce mondial. Cette diplomatie a produit une influence considérable, mais souvent indirecte. L'Allemagne préférerait structurer les règles plutôt que projeter la force, financer les compromis plutôt que diriger frontalement, exporter plutôt que contraindre. Cette culture reste présente, mais elle est mise à l'épreuve.

La relation avec la France demeure centrale. Le couple franco-allemand reste indispensable à l'Union européenne, mais il est moins automatique. Les divergences portent sur l'énergie nucléaire, la défense européenne, les règles budgétaires, l'industrie, la relation aux États-Unis, la Chine, l'élargissement et la gouvernance européenne. L'Allemagne a besoin de la France pour donner une direction politique à l'Europe ; la France a besoin de l'Allemagne pour donner une masse économique à ses ambitions. Mais le déséquilibre entre volontarisme français et prudence allemande reste un frein.

La relation avec les États-Unis demeure structurante. La sécurité allemande reste adossée à l'OTAN et aux capacités américaines. Mais l'incertitude politique américaine, les tensions commerciales, les tarifs, l'Inflation Reduction Act, les pressions sur le partage du fardeau et la compétition avec la Chine poussent Berlin à penser une autonomie européenne relative. Cette autonomie ne signifie pas sortie de l'OTAN ; elle signifie capacité européenne accrue en cas de retrait partiel ou d'imprévisibilité américaine.

La relation avec la Russie a été profondément rompue. Avant 2022, l'Allemagne croyait pouvoir combiner fermeté politique limitée et interdépendance énergétique. Nord Stream incarnait cette logique. L'invasion de l'Ukraine a rendu cette stratégie intenable. Berlin soutient désormais l'Ukraine, augmente ses dépenses de défense et réduit sa dépendance énergétique. Mais cette transformation se fait sur un fond de débats internes, notamment dans l'Est, où une partie de l'opinion reste plus sceptique à l'égard de la confrontation avec Moscou.

La relation avec la Chine est l'un des dossiers les plus difficiles. La Chine est à la fois marché, fournisseur, concurrent et rival systémique. Les entreprises allemandes ont longtemps bénéficié du marché chinois. Désormais, les entreprises chinoises concurrencent les champions allemands, notamment dans l'automobile électrique, les batteries, les technologies vertes et les biens industriels. Reuters indiquait que les exportations automobiles allemandes vers la Chine avaient fortement chuté en 2025, signe de la perte de position dans ce marché stratégique³⁰. Berlin doit donc réduire les dépendances sans rompre brutalement avec un partenaire économique majeur.

Dans l'Union européenne, l'Allemagne est attendue. Les États membres veulent que Berlin investisse, sécurise, soutienne l'Ukraine, accepte davantage de mutualisation stratégique, défende la compétitivité européenne et fournisse un leadership stable. Mais ils craignent aussi une Allemagne trop dominante. Le leadership allemand est donc toujours ambivalent : nécessaire, mais surveillé.

Lecture internationale : l'Allemagne doit passer d'une puissance de cadre à une puissance de décision. Elle ne peut plus seulement garantir les règles ; elle doit assumer les choix.

7. Sécurité, défense et conflictualités

³⁰ Reuters. (2026, February 24). *German car exports to China plunge by a third in 2025, says economic institute.* <https://www.reuters.com/world/china/german-car-exports-china-plunge-by-third-2025-says-economic-institute-2026-02-24/>

La défense est le domaine où la transformation allemande est la plus spectaculaire en chiffres, mais la plus difficile en substance. L'Allemagne augmente massivement ses dépenses, mais la question est de savoir si cette hausse produira une Bundeswehr réellement prête, équipée, mobile et crédible.

Le SIPRI indique que l'Allemagne a dépensé 114 milliards de dollars pour sa défense en 2025, soit une hausse de 24 %, et que sa charge militaire a atteint 2,3 % du PIB, dépassant 2 % pour la première fois depuis 1990³¹.

Le budget fédéral allemand indique également que les dépenses de défense de 2025, combinées au fonds spécial de la Bundeswehr et à d'autres dépenses fédérales, atteignent 2,4 % du PIB selon la définition OTAN³².

Pour 2026, Reuters rapportait que la commission du budget avait approuvé le budget de défense et le plan du fonds spécial Bundeswehr, pour un total supérieur à 108 milliards d'euros³³.

Mais dépenser n'est pas transformer. La Bundeswehr souffre de problèmes de disponibilité, de stocks, de munitions, de recrutement, de bureaucratie d'acquisition, de maintenance, d'interopérabilité, de défense aérienne et de capacité de déploiement. La Zeitenwende suppose un changement culturel : accepter que la défense ne soit plus périphérique, mais centrale dans la politique allemande. Cela touche à la mémoire, à la société, aux finances, à l'industrie et à l'éducation stratégique.

L'Ukraine est le test principal. L'Allemagne est devenue l'un des principaux soutiens européens de Kyiv, mais elle a souvent été critiquée pour sa lenteur ou ses hésitations initiales. La question allemande n'est pas seulement de livrer des équipements ; elle est de savoir si Berlin peut assumer une posture de sécurité continentale durable face à une Russie hostile.

La défense territoriale de l'Europe orientale devient également centrale. L'Allemagne doit jouer un rôle accru dans l'OTAN, notamment sur le flanc Est, en Lituanie, en Pologne, dans la défense aérienne, la logistique, la mobilité militaire et les capacités industrielles. La géographie allemande redevient stratégique : située au centre de l'Europe, l'Allemagne est un hub logistique indispensable pour tout renforcement du flanc Est.

La sécurité hybride est un autre enjeu. Cyberattaques, désinformation, sabotage, espionnage industriel, attaques contre infrastructures critiques, câbles, réseaux énergétiques, ports, chemins de fer : l'Allemagne est vulnérable parce qu'elle est ouverte, industrielle, interconnectée et fédérale. La sécurité intérieure et la défense extérieure se rapprochent.

Lecture sécuritaire : l'Allemagne est en train de redevenir une puissance militaire européenne majeure, mais elle doit encore apprendre à penser et organiser cette puissance. La Zeitenwende n'est pas un budget ; c'est une transformation d'État.

8. Risques et vulnérabilités

³¹ Stockholm International Peace Research Institute. (2026, April 27). *Global military spending rise continues as European and Asian expenditures surge*. <https://www.sipri.org/media/press-release/2026/global-military-spending-rise-continues-european-and-asian-expenditures-surge>

³² Federal Ministry of Finance. (2025, June 24). *Fiscal foundations for the coming years: German government adopts 2025 federal budget, benchmark figures to 2029 and implementation of the €500bn investment package*. <https://www.bundesfinanzministerium.de/Content/EN/Pressemitteilungen/2025/2025-06-24-2-government-draft-2025-federal-budget.html>

³³ Reuters. (2025, November 13). *German budget committee passes 2026 defence budget, defence ministry says*. <https://www.reuters.com/business/german-budget-committee-passes-2026-defence-budget-defence-ministry-says-2025-11-13/>

Le premier risque est la stagnation économique. Une croissance autour de 0,6 % à 0,8 % ne suffit pas à financer simultanément défense, infrastructures, transition énergétique, retraites, innovation et cohésion sociale. Si la croissance reste faible, chaque arbitrage budgétaire deviendra politiquement plus conflictuel.

Le deuxième risque est industriel. La crise automobile peut devenir systémique. Si Volkswagen, Mercedes, BMW et les équipementiers perdent durablement en compétitivité, l'effet territorial et social sera massif. Les tensions autour de Volkswagen montrent que l'industrie allemande n'est plus seulement confrontée à un cycle difficile, mais à une transformation de modèle³⁴.

Le troisième risque est politique. L'AfD progresse dans un contexte de mécontentement économique, de tensions migratoires et de défiance envers les partis de gouvernement. Si elle gagne un Land majeur ou devient durablement première dans certaines régions, le système politique allemand entrera dans une phase nouvelle.

Le quatrième risque est démographique. Vieillesse, retraites, pénurie de main-d'œuvre qualifiée, dépendance à l'immigration et tensions sur l'intégration constituent un faisceau de vulnérabilités. Le débat sur la réforme des retraites montre que le compromis social allemand est sous pression³⁵.

Le cinquième risque est énergétique. L'Allemagne doit concilier prix bas, sortie du charbon, renouvelables, réseaux, stockage, électrification, sécurité d'approvisionnement et acceptabilité sociale. Toute nouvelle hausse des prix peut fragiliser la compétitivité et alimenter le vote protestataire.

Le sixième risque est administratif. Les fonds d'investissement peuvent être massifs, mais bloqués par les permis, la planification, les recours, le fédéralisme, les pénuries de main-d'œuvre et la fragmentation des compétences.

Le septième risque est géopolitique. L'Allemagne dépend encore de la sécurité américaine, de la stabilité européenne, de l'accès aux marchés mondiaux, des chaînes chinoises et de la cohésion de l'OTAN. Un choc américain, chinois ou russe peut affecter directement son modèle.

9. Opportunités et dynamiques à suivre

La première opportunité est l'investissement. Le changement budgétaire allemand peut corriger des années de sous-investissement. Si les fonds sont bien utilisés, l'Allemagne peut moderniser ses infrastructures, son rail, ses ponts, son numérique, son énergie, ses écoles et sa défense.

La deuxième opportunité est industrielle. L'Allemagne possède encore des entreprises, des ingénieurs, des centres de recherche, un Mittelstand et une base productive considérables. Elle peut réussir dans les batteries, l'hydrogène, les technologies industrielles, les semi-conducteurs, l'automatisation, la robotique, la chimie verte et les équipements de transition.

La troisième opportunité est européenne. Si Berlin assume un leadership plus actif, l'Union européenne peut accélérer sur la défense, la compétitivité, le marché des capitaux, l'énergie, l'élargissement et l'Ukraine. L'Allemagne est indispensable à toute Europe stratégique.

³⁴ Reuters. (2026, June 29). *Germany says it wants to prevent Volkswagen plant closures.* <https://www.reuters.com/business/berlin-says-it-wants-prevent-vw-plant-closures-2026-06-29/>

³⁵ Reuters. (2026, June 24). *Germany's Merz aims to pass pension reform by year end.* <https://www.reuters.com/world/germanys-merz-aims-pass-pension-reform-by-year-end-2026-06-24/>

La quatrième opportunité est militaire. La hausse des budgets peut faire émerger une base industrielle de défense européenne plus robuste, surtout si Berlin coopère avec Paris, Varsovie, Rome, Stockholm et d'autres partenaires.

La cinquième opportunité est démographique. Une politique migratoire mieux organisée, une meilleure intégration, une hausse du travail féminin à temps plein, la formation professionnelle et la mobilisation des seniors peuvent compenser une partie du vieillissement.

La sixième opportunité est administrative. Si l'Allemagne réussit à simplifier ses procédures, elle peut libérer une capacité d'exécution considérable. Le problème allemand est souvent moins le manque de moyens que la lenteur de conversion des moyens en résultats.

Conclusion

L'Allemagne est le pays européen dont la transformation déterminera le plus directement la trajectoire du continent. Si l'Allemagne se redresse, l'Europe gagne du temps, de la puissance industrielle, de la capacité militaire et de la crédibilité géopolitique. Si l'Allemagne s'enlise, l'Union européenne perd son moteur économique au moment même où elle doit affronter la Russie, la Chine, l'incertitude américaine, la transition énergétique, la concurrence industrielle et la montée des extrêmes.

La question allemande n'est plus celle de la domination mais davantage celle de la conversion. Convertir l'épargne en investissement, convertir les budgets de défense en capacités, convertir l'industrie automobile en industrie électrique et numérique, convertir l'Energiewende en avantage compétitif, convertir le fédéralisme en efficacité, convertir la prudence stratégique en leadership, convertir l'immigration en réponse démographique, convertir l'histoire de retenue en capacité d'action...

L'Allemagne reste forte. Mais elle n'est plus protégée par l'environnement qui avait fait sa réussite. L'énergie russe bon marché a disparu. Le marché chinois est devenu concurrentiel. Les États-Unis sont moins prévisibles. L'industrie allemande doit se réinventer. L'AfD fragilise la stabilité politique. La défense redevient centrale. Le vieillissement s'accélère.

L'Allemagne est une puissance de transition contrainte. Elle possède les moyens d'un redressement, mais pas encore la vitesse politique de ce redressement. Son avenir 2026-2030 dépendra moins de sa richesse accumulée que de sa capacité d'exécution. Pour l'Europe, l'enjeu est simple : une Allemagne lente produit une Europe hésitante ; une Allemagne transformée peut redevenir le socle d'une Europe stratégique.